

BRUXELLES DEMAIN

2025
Vive nos traditions !



ACTUALITÉ
*Scandale au CPAS
d'Anderlecht*

Page 10



INTERVIEW
*Patrick Sessler : 50 ans de
combat en politique*

Page 12

DEVENIR MEMBRE?

à.p.d. 50,00 EUR:
adhésion **de soutien**

10,00 EUR:
adhésion **normale**

Montant à verser sur le compte du
Vlaams Belang **BE39 4352 0249
1119** en mentionnant votre nom
et prénom ainsi que votre adresse
complète.

Vous recevrez le Vlaams Belang
Magazine ainsi que les publications
de l'antenne bruxelloise.

NOUS CONTACTER?



**Madouplein 8/4
1210 BRUSSEL**

**Place Madou 8/4
1210 BRUXELLES**



02/219 34 67



brussel@vlaamsbelang.org



**vlaamsbelangbrussel.be
vlaamsbelangbruxelles.be**



@vlaamsbelangbrussel



EDITORIAL

MERCI !

Les élections du 9 juin et 13 octobre montrent une évolution dangereusement communautariste. Le succès de la formation politique Team Ahidar, fortement connotée d'islamisme, dans les communes à forte concentration de communautés musulmanes doit inquiéter tout véritable démocrate.

Cette formation théocratiquement inspirée s'est engouffrée dans le vide laissé par une autorité défaillante à tous égards. Depuis des décennies on a laissé l'islam s'insinuer dans nos administrations, dans les assemblées élues et d'une façon générale dans notre société toute entière. Les politiciens des partis traditionnels des années 70 et 80 affirmaient qu'après deux générations de musulmans sur notre sol, ces archaïsmes allaient disparaître d'eux-mêmes (abattage rituel, voile islamique, inégalité femme/homme, etc...). Nous voici aujourd'hui à la quatrième génération et ces pratiques religieuses archaïques et même parfois barbares (abattage sans étourdissement) n'ont jamais été autant présentes dans notre société.

L'intégration est un échec indiscutable. Alors que faire ? Il va falloir reconquérir des quartiers entiers qui échappent aujourd'hui à l'Etat de droit et donc à la démocratie occidentale. Il va falloir se montrer intransigeant sur la laïcité et poursuivre implacablement toute tentative de dérive religieuse. Il va falloir adapter notre arsenal judiciaire à l'égard de la délinquance juvénile. Les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas du tout le même profil sociologique que les jeunes des années 60 du siècle passé.

Se pose alors LA question essentielle: quels partis politiques oseront mettre en œuvre cette révolution copernicienne sur cette question qui taraude nos concitoyens. Nos citoyens, qui sondage après sondage expriment leur rejet massif de cette société multiculturelle imposée, laxiste et sans limite. Les socialistes ? Les communistes ? Les libéraux ? Les sociaux-démocrates ? Les écologistes ?... NON !

Vous l'aurez compris mes chers amis, seul le Vlaams Belang est déterminé à prendre ses responsabilités face à l'histoire. Seul le Vlaams Belang est en mesure de remettre l'église au milieu du village, au propre comme au figuré. Comme député bruxellois et comme Président du Vlaams Belang dans notre capitale, je m'engage à mener sans relâche ce combat du bon sens, avec nos élus et notre équipe renouvelée, mais aussi avec nos militants qui travaillent avec acharnement au renouveau de notre ville.

Chers amies et chers amis, défendre Bruxelles, c'est aussi défendre ses traditions et ce combat-là sera livré aussi parce que nos traditions sont les marqueurs de notre civilisation. Un vent nouveau souffle et il souffle dans le bon sens.



Bob De Brabandere

Chef de Groupe au Parlement bruxellois
Président du Vlaams Belang Bruxelles

NINOVE, LABORATOIRE DU VLAAMS BELANG

Voilà, c'est arrivé. Le cordon sanitaire est désormais à remiser au musée des horreurs politiques. Notre ami Guy D'haeseleer est devenu bourgmestre de Ninove en décrochant la majorité absolue, ce qui signifie qu'il ne devra pas former de coalition avec une autre formation politique. C'est désormais le Vlaams Belang, sous la direction de Guy D'haeseleer, qui va faire les choix politiques nécessaires au bien être de habitants de cette commune de 40.363 âmes.

Bien sûr, les politiques menées par une commune sont limitées à ses compétences légales, cela signifie que sur un grand sujet, comme l'immigration par exemple, qui est de compétence fédérale, sa possibilité d'action est réduite.

Pourtant, le niveau communal touche la vie quotidienne de nos concitoyens de la naissance à la mort en passant par le mariage, l'achat d'un bien immobilier, l'aménagement des quartiers, la mobilité, la fiscalité, l'économie locale, l'emploi, le bien-être animal, l'aide sociale, l'enseignement communal, etc, etc, etc,... Autant de matières où il sera possible d'imprimer une nouvelle dynamique, une nouvelle orientation générale, qui sera largement en rupture avec celle des majorités précédentes.

« Le bourgmestre Guy D'haeseleer n'a qu'une ambition, rencontrer ses promesses électorales avec deux priorités absolues : la sécurité et l'identité. »

Ce qui caractérise Ninove aujourd'hui, c'est le phénomène de l'arrivée d'une nouvelle population d'origine d'Afrique du Nord et d'Afrique centrale. Ces personnes viennent de Bruxelles, parfois elles-mêmes dégoûtées par la gestion catastrophique de la capitale sur le plan de la sécurité et par les prix des loyers devenus de plus en plus impayables, même dans les quartiers dits « populaires », ce qui est une élégance de langage pour dire « quartier

à forte densité de populations allochtones ». Il y a beaucoup de braves gens parmi eux, mais il y a aussi des individus animés de mauvaises intentions qui vont amener à Ninove des comportements délictueux et même parfois criminels, liés à la drogue et à des trafics divers. Pour le Vlaams Belang, en ce qui concerne l'insécurité, personne n'ignore l'essence de son programme: tolérance zéro !

De plus, ces personnes ne comprennent pas le néerlandais, ni ne l'écrivent ou ne le parlent pour la plupart. Ce phénomène rend toute intégration dans le monde du travail et dans la vie sociale impossible et cela finit par créer un fossé infranchissable entre eux et la population autochtone qui se sent de plus en plus étrangère dans sa propre ville, dans ses propres quartiers et dans ses propres rues.

Ninove sera donc un véritable laboratoire politique et social qui fera la démonstration que l'on puisse gérer une ville avec du bon sens, sans le pathos misérabiliste de rigueur au sein des vieux partis du système, loin des théories brumeuses du wokisme et de la moraline du politiquement correct. L'équipe de Guy réalisera cela le plus simplement du monde, en identifiant clairement les problèmes, en les nommant sans tabous, et en y apportant des solutions tellement évidentes que l'on se demande pourquoi elles n'ont pas été appliquées jusqu'ici.

Nous suivrons l'évolution de ce qui va se passer durant les six prochaines années à Ninove avec passion, et nous ne serons pas les seuls. Bravo et courage à nos fiers et courageux amis de Ninove

Dominiek Lootens-Stael
Député au Parlement flamand



JÉRÔME MUNIER DEVIENT SECRÉTAIRE DU VLAAMS BELANG À BRUXELLES

Jérôme Munier n'est pas un inconnu puisqu'il a dirigé le mouvement « Chez Nous » qui a ébranlé le landerneau politique wallon ces dernières années. Malheureusement, malgré un travail acharné et des idées à profusion, le cordon sanitaire médiatique a empêché la percée électorale. Le mouvement « Chez Nous » avait joui du soutien du Rassemblement National français et du Vlaams Belang. Aujourd'hui, Jérôme rejoint l'équipe bruxelloise du Vlaams Belang, une excellente occasion de lui poser trois questions.

TROIS QUESTIONS À JÉRÔME MUNIER

Bruxelles Demain (BD) : De la bagarre politique en Wallonie à l'engagement bruxellois du Vlaams Belang, le grand écart ?

Jérôme Munier (JM) : Oui et non. Mon engagement pour la libération de la Wallonie de la pieuvre socialiste ne m'a pas fait oublier que je suis Bruxellois. Et, comme nous le savons tous, l'éparpillement des voix à Bruxelles est mortel pour les partis hors système comme Chez Nous et le Vlaams Belang. A Bruxelles et en Flandre, l'incendie politique, c'est le Vlaams Belang.

L'unique objet des cauchemars des politiciens du système, c'est le Vlaams Belang. En raison de sa force de frappe, de ses moyens financiers, de son personnel ultra-qualifié, de sa connaissance du paysage politique national et international, par ses amitiés internationales, par l'esprit de reconquête qui y souffle sur les âmes et les esprits. Aussi, lorsque j'ai eu l'occasion de me joindre à cette formidable aventure humaine qu'est le Vlaams Belang, je n'ai pas hésité longtemps, il fallait que je jette ma flamme personnelle dans cet incendie salvateur.

Ce n'est donc un « grand écart » qu'en apparence, parce que de quoi s'agit-il *in fine* ? De la préservation et de la pérennisation historique de notre civilisation. Ce combat-là, il faut le mener partout et tout le temps. En Wallonie, à Bruxelles et en Flandre, comme en Europe et dans le monde.

BD : Vous avez la tâche passionnante de continuer à développer le Vlaams Belang à Bruxelles. Dans la continuité ou en rupture avec le passé ?

JM : Il faut ici faire preuve d'humilité, d'abord je dois saluer le travail colossal qui a été réalisé par mes prédécesseurs, qu'ils soient parlementaires ou collaborateurs. Je ne démarre pas d'une page blanche, loin de là. Alors oui, continuité, et avec le temps j'y ajouterai mon propre dynamisme, mes idées, mes connaissances et mes expériences. Je mettrai pour ma part plus l'accent sur la proximité, sur l'esprit d'équipe, et même l'esprit de famille.

Je pars du principe que celles et ceux qui déclarent vouloir s'engager au service de leurs idées, doivent être prêt à être présents quand il le faut, à donner un coup de main quand c'est nécessaire. C'est grâce à cette dynamique que l'on séduit de nouveaux membres, de nouveaux candidats potentiels et même du personnel le cas échéant. Nous avons à Bruxelles, au sein du Vlaams Belang bruxellois, cet atout formidable qu'est le bilinguisme qui crée une ambiance si chaleureuse. Il n'y a pas à Bruxelles un seul endroit où les flamands et les francophones fraternisent autant. Quelle richesse !

BD : Vous serez le contact privilégié des militants et sympathisants du Vlaams Belang dans la capitale, en quelques mots dites nous ce que vous aimez et ce que vous détestez, c'est une bonne manière de faire connaissance ...

JM : Je déteste les petits donneurs de leçon qui se posent en professeur de morale dans les hémicycles et dans les médias. Je déteste l'hypocrisie de certains politiciens qui disent le contraire de ce qu'ils pensent pour se faire réélire grâce aux voix de l'électorat allochtone. Je déteste ceux qui trahissent leur parole. C'est déjà pas mal, non ? (rires)
Par contre j'aime l'humilité, la tendresse, l'empathie et la force de caractère qui permet d'être dans l'action et non dans l'attentisme. Il faut que les choses bougent !

BD : Merci Jérôme Munier.

STOP AUX FEUX D'ARTIFICE !

Le Vlaams Belang dépose une résolution pour une interdiction totale des feux d'artifice en Région de Bruxelles-Capitale. Le nombre d'incidents liés aux feux d'artifice en Région de Bruxelles-Capitale ne se compte plus. Le Vlaams Belang souhaite donc une interdiction totale des feux d'artifice dans toute la Région bruxelloise et il a déposé une résolution en ce sens.

Les feux d'artifice sont systématiquement utilisés à Bruxelles comme arme contre les forces de l'ordre, mais dans de nombreux endroits ils provoquent également des nuisances sonores tout au long de l'année. C'est pourquoi nous plaçons pour une interdiction générale de l'usage et la détention de feux d'artifice dans l'espace public. Etant entendu que cette interdiction devrait être incluse dans les différents règlements des zones de police bruxelloise, déclare le chef de groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois, Bob De Brabandere.

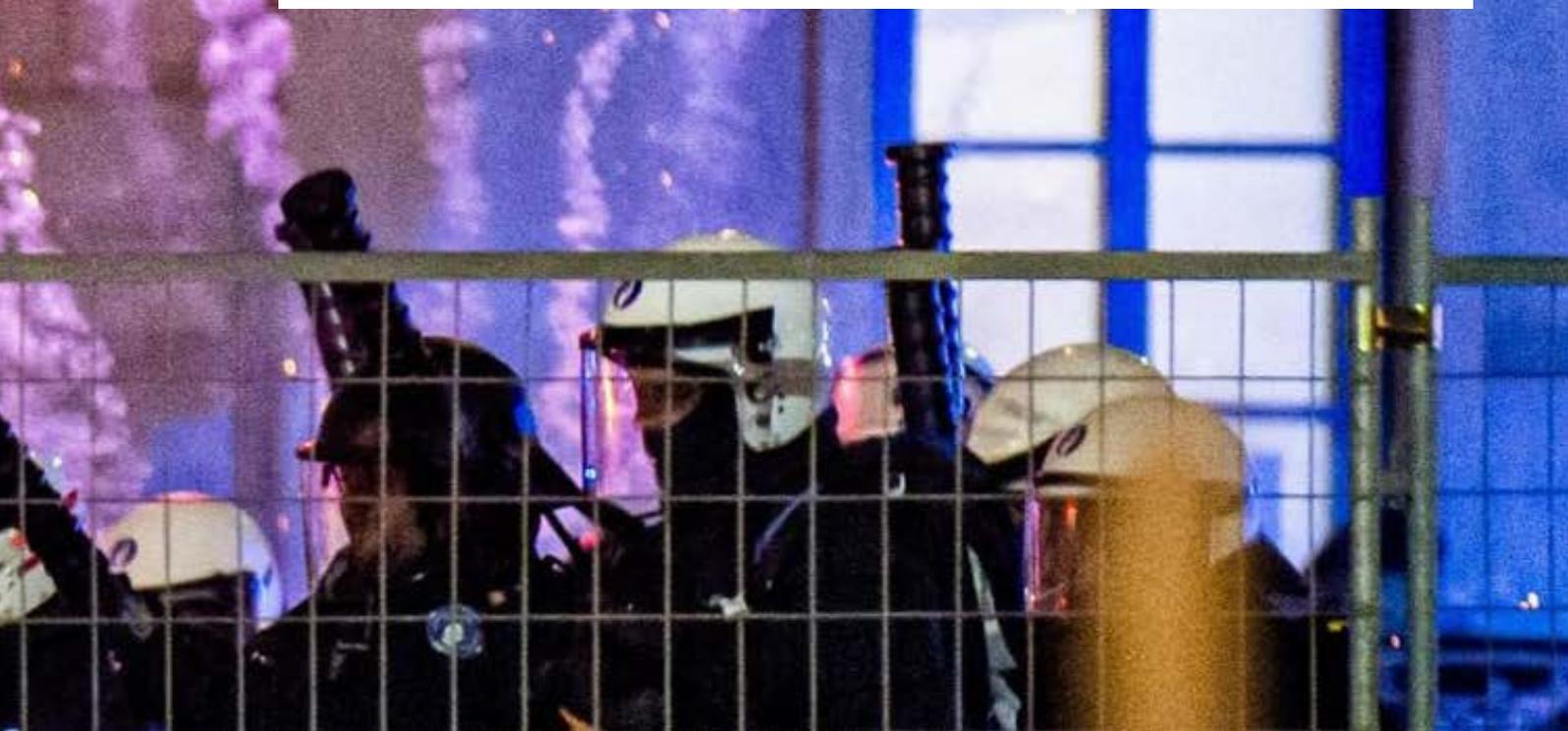
Les feux d'artifice sont omniprésents à Bruxelles et ils occasionnent de nombreuses nuisances. Ces dernières années, l'attention s'est principalement portée sur les incendies criminels et les violences à la veille du Nouvel An. C'est la raison pour laquelle le Ministre-président bruxellois, le socialiste Rudi Vervoort, s'est senti obligé de déclarer une interdiction générale des feux d'artifice pour les particuliers durant cette période du nouvel an.

NOS AMIS ANIMAUX SONT TERRORISÉS

Pour le Vlaams Belang, cela ne suffit pas. Il estime que les feux d'artifice à Bruxelles provoquent également des nuisances le reste de l'année. Qui discute un peu avec des policiers, des ambulanciers ou des pompiers aura entendu que ces feux d'artifice sont systématiquement utilisés comme une arme dans les quartiers à problèmes. De plus, des feux d'artifice sont tirés la nuit dans de plus en plus d'endroits, ce qui provoque des nuisances sonores. Les personnes ayant des animaux de compagnie sont désespérées tant leurs compagnons à quatre pattes sont terrorisés.

C'est pourquoi une interdiction générale des feux d'artifice s'impose dans toute la région et tout au long de l'année. Bob De Brabandere ajoute que cette interdiction, une fois prononcée, devra également être réellement appliquée avec la plus grande rigueur.

À l'approche du réveillon du Nouvel An, le Vlaams Belang a déposé une proposition de résolution au Parlement bruxellois. Son vote contribuerait non seulement à protéger la sécurité publique, mais aussi à soulager la population animale. Toutefois, il n'est pas prévu d'interdire l'utilisation professionnelle et contrôlée des feux d'artifice, qui se fait généralement en étroite coopération avec les autorités locales.



CONTRIBUABLE, ENCORE UN PETIT EFFORT !

248 millions d'euros de financement climat pour les pays en développement en 2023 : c'est une aide au développement cachée. En commission des Affaires étrangères, le ministre de la Coopération au développement Frank Vandenbroucke (Vooruit) a répondu à une question de la députée du Vlaams Belang Ellen Samyn selon laquelle la Belgique aurait donné environ 248 millions d'euros pour le financement de la lutte contre le réchauffement climatique en faveur des pays en développement en 2023.

Pour Vlaams Belang, il s'agit clairement d'une aide au développement déguisée en politique climatique. C'est l'argent des impôts, durement gagné par nos concitoyens, qui disparaît dans de tels gouffres sans fond.

C'est donc sur la contribution belge au financement international du climat qu'Ellen Samyn a interrogé le ministre Vandenbroucke. Dans ce contexte, le Vlaams Belang s'inquiète d'une nouvelle filière d'aide au développement. Nos contribuables ont payé pas moins de 248 millions d'euros en 2023 pour une politique climatique que les pays africains devraient financer eux-mêmes. On appelle cela « financement international du climat » tout simplement parce que cela sonne mieux.

« Nos ressources doivent aller en priorité à ceux qui en ont besoin chez nous »

Le Vlaams Belang n'est pas non plus convaincu que ce financement soit vraiment utile et ne voit aucune garantie que cet argent sera destiné à une mise à niveau des normes exigées dans la lutte contre le réchauffement climatique. Quoi qu'il en soit, le sommet de Bakou a montré combien les obstacles à la mise en place d'une politique climatique soutenue au niveau international sont encore importants. Les Etats fournisseurs de pétrole font obstruction tant qu'ils peuvent parce qu'ils veulent avant tout vendre du pétrole, qui s'en étonne. Leur politique d'extraction

massive de combustibles fossiles montre qu'ils ne se soucient pas du tout du climat. Par contre, profiter de nouvelles cascades d'argent venues de pays comme la Belgique, là ils sont demandeurs, et pas qu'un peu.



VIVALDI ET LE RECYCLAGE DES LOSERS

Sous le gouvernement Vivaldi, le financement de la politique du climat et du développement est devenu un fer de lance, de notre politique étrangère. Le Vlaams Belang s'y est toujours opposé parce qu'il n'est pas efficace et parce qu'il veut utiliser nos ressources avant tout pour nos propres populations dans le besoin. Même dans les dernières semaines de Vivaldi, ce gouvernement consacre 78,8 millions d'euros à un nouveau programme d'aide au développement sur quatre ans. C'est beau la générosité avec l'argent des autres...

En réalité, les De Croo et compagnie continuent de donner un maximum de gages de leur engagement en faveur du tiers monde, de l'empathie mondiale, de l'ultra-politiquement-correct, du wokisme et autres fadaïses coûteuses afin de se voir décerner, après la catastrophe de la Vivaldi, quelques strapontins extrêmement rémunérateurs dans l'une ou l'autre institution internationale où les losers de tous les pays se donnent la main et se remplissent les poches à l'unisson sans devoir lever le petit doigt.

LES ABUS DE NOMBREUX « RÉFUGIÉS » PALESTINIENS

Le Vlaams Belang souhaite que les demandeurs d'asile ne puissent plus obtenir le statut de réfugié s'ils ont déjà obtenu ce statut dans un autre pays de l'UE. En outre, ces réfugiés économiques, parce que c'est ce qu'ils sont en réalité, doivent être exclus des coûteuses structures d'accueil pour demandeurs d'asile, c'est ce que la députée Francesca Van Belleghem, du Vlaams Belang, a déclaré au Parlement fédéral.

Elle a par ailleurs demandé des chiffres à ce sujet et ceux-ci sont saisissants: les 1.643 Palestiniens séjournant dans nos centres d'asile, et qui ont déjà obtenu le statut de réfugié dans un autre pays que la Belgique, coûtent aux contribuables environ 3,5 millions d'euros chaque mois. Ce sont ces rivières d'argent qui forment le fleuve du gouffre financier dans lequel l'Etat fédéral, la Région Wallonne, la Région Bruxelloise et les communes Bruxelloises sont confrontés. Le contribuable Bruxellois est pressé comme un citron avec des précomptes immobiliers exorbitants, par exemple, parce qu'il faut bien trouver l'argent quelque part pour financer toute cette générosité aveugle qui érode notre sécurité sociale chaque jour un peu plus.

Le nombre des demandes d'asile augmente de mois en mois. Cette année, nous avons déjà 11 pour cent de demandes d'asile de plus que l'année dernière. Et en octobre, nous avons enregistré le plus grand nombre de demandes d'asile depuis la grande crise migratoire de 2015. Cette augmentation s'explique en partie par le grand nombre de demandes d'asile palestiniennes. Il y a quelques semaines, on apprenait que la moitié des demandes d'asile palestiniennes étaient déposées en Belgique. Vous avez bien lu, en Belgique, pays de cocagne pour la planète entière, sauf pour le contribuable Belge et Bruxellois en particulier.

LA PREMIÈRE MOTIVATION EST ÉCONOMIQUE

Nos centres d'accueil pour demandeurs d'asile hébergent actuellement 1.643 réfugiés palestiniens

qui ont déjà obtenu le statut de réfugié dans un autre pays. Parmi ces réfugiés, 1.603 d'entre eux auraient déjà obtenu un statut en Grèce, les 40 restants dans un autre pays. Comme ils étaient déjà reconnus, il est clair que ces personnes sont venues en Belgique pour des raisons économiques. Il s'agit sans aucun doute d'un abus de la procédure d'asile, abus motivé par la générosité inconsidérée du gouvernement fédéral et bien sûr du manque total de contrôle des flux migratoires vers notre pays.

Tout cela représente un coût énorme supporté par nos concitoyens, sachant que c'est «tout compris», donc non seulement les frais d'accueil, mais aussi tout le reste. L'Office des étrangers et le Commissariat général aux réfugiés et apatrides évaluent ce coût à 2.300 euros par personne par mois. Le coût de l'hébergement de tous ces réfugiés palestiniens dans nos centres d'accueil pendant UN seul mois est estimé à 3,5 millions d'euros. C'est à en avoir le tournis.

Les demandeurs d'asile qui ont déjà obtenu un statut dans un autre Etat membre de l'UE ne devraient pas pouvoir obtenir le statut de réfugié ou le statut de protection subsidiaire en Belgique, conclut la députée Van Belleghem, qui s'est entretenu à ce sujet avec la secrétaire d'Etat à l'asile et à la migration, Nicole de Moor (CD&V). Une fois de plus, tout le monde, sauf les partis de gauche évidemment, s'accorde à dire que cette situation est anormale et qu'elle devrait cesser dans les plus brefs délais, et pourtant rien ne bouge. Il est tragique de voir notre pays littéralement se suicider en raison du manque de courage des gouvernements successifs, tant ils redoutaient, et redoutent toujours, d'être taxés de droitisme.

Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement, réveillez-vous et faites preuve de courage, de détermination et d'indépendance par rapport aux lobbies de l'immigration et des diktats de l'Union européenne. Pour une fois, pensez d'abord à l'intérêt du pays plutôt qu'à votre propre intérêt. Agissez, maintenant, de grâce! ■





LE VLAAMS BELANG ET SES ALLIÉS EUROPÉENS EN PREMIÈRE LIGNE

Les « Patriotes pour l'Europe » présentent la déclaration de Budapest en faveur d'une politique migratoire européenne plus stricte.

Au Parlement européen, le groupe « Patriotes pour l'Europe », dont fait partie le Vlaams Belang, a présenté sa Déclaration de Budapest, un manifeste politique qui prône une approche fondamentalement plus stricte de la migration à destination de l'Union européenne. Le Vlaams Belang, qui a activement contribué à la préparation de la déclaration, souligne que le contrôle des migrations doit revenir naturellement aux Etats membres. Le constat est que l'UE ne parvient pas à protéger nos frontières et notre identité culturelle. Ce manifeste montre comment il est possible d'y arriver.

La Déclaration de Budapest critique en profondeur le Pacte sur la migration et l'asile récemment adopté. Ce pacte ne cherche qu'à gérer les conséquences de la migration sans s'attaquer à ses causes et il crée de nouvelles incitations pour les migrants à venir en Europe. Par ailleurs, il impose aux Etats membres des politiques qui les privent de leur souveraineté. Ce qui est parfaitement insupportable pour le Vlaams Belang et ses alliés nationalistes au sein du Parlement européen.

La déclaration, qui a été adoptée à l'unanimité par les partis européens du groupe des Patriotes, comprend:

- Des contrôles stricts aux frontières extérieures de l'UE, avec une interdiction effective du franchissement illégal des frontières ;
- La création d'un Fonds de stabilité en matière d'asile pour soutenir l'accueil dans des pays tiers sûrs, financé par la réorientation des budgets européens existants ;
- L'obligation que les demandes d'asile soient déposées dans le premier pays sûr, conformément à la Convention de Genève relative aux réfugiés ;
- L'exclusion automatique des immigrants illégaux

des procédures d'asile et l'expulsion immédiate des demandeurs d'asile criminels ou radicaux ;

- Des sanctions strictes contre les ONG qui facilitent l'immigration clandestine ou induisent les autorités en erreur.

« Pour être tout à fait clair: le contrôle des entrées dans un pays doit revenir aux Etats membres et non aux bureaucrates de Bruxelles. »

Une partie importante de la Déclaration de Budapest est la possibilité pour les Etats membres de se retirer de la politique migratoire harmonisée de l'UE, à l'instar des Danois, qui en jouissent depuis 1993. Le Danemark prouve depuis trois décennies que le contrôle national sur la migration fonctionne. Notre pays et les autres Etats membres doivent avoir la possibilité de suivre cet exemple.

La déclaration indique également que l'UE doit immédiatement mettre un terme aux sanctions contre les Etats membres qui prennent des mesures efficaces contre l'immigration clandestine. Au lieu de promouvoir davantage d'immigration comme réponse aux problèmes démographiques, le groupe «Patriotes pour l'Europe» préconise une politique familiale nationale. Il demande également une révision de la directive sur le regroupement familial, dans le but de limiter drastiquement l'immigration par cette voie.

La politique migratoire de l'UE a échoué et provoque davantage de chaos, davantage d'immigration clandestine et des passages plus dangereux. Le Vlaams Belang et les «Patriotes pour l'Europe» montrent qu'il existe une alternative. Le contrôle de nos frontières et de la migration doit revenir aux Etats membres. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons protéger nos concitoyens de l'insécurité et que nous protégerons nos identités européennes.

NOS TRADITIONS N'ONT PAS DE PRIX !

Les traditions occupent une place primordiale dans notre société et sont au cœur de notre identité culturelle. Elles apportent de la joie à tous, jeunes et moins jeunes, et font partie intégrante de notre patrimoine. Cependant, force est de constater que ces dernières années, nos coutumes et fêtes sont de plus en plus remises en question. Des symboles importants de notre culture sont attaqués, et il est grand temps de dire stop.

Le Père Fouettard ne peut plus être noir, les marchés de Noël deviennent des « marchés d'hiver », et la fête des pères et des mères cède souvent sa place à la « journée des parents ». Ces changements, imposés par la folie « woke » et d'autres formes d'activisme de gauche, ont pour but de diluer nos traditions et d'effacer ce qui fait notre histoire. Mais nous, au Vlaams Belang, nous disons NON à cette évolution. Nos traditions ne sont pas négociables, et elles méritent d'être protégées et célébrées dans toute leur authenticité.

notre volonté de maintenir en vie les coutumes qui font notre identité, et de les transmettre aux générations futures. Le 14 décembre 2024, nous avons réuni de nombreux sympathisants au Conseil de la Communauté Flamande (Raad VGC) pour un moment convivial et festif autour d'un verre de vin chaud et d'une part de bûche de Noël. Ce rassemblement a permis à chacun de vivre pleinement l'émerveillement de nos traditions.

LA DÉFENSE DE NOS TRADITIONS : UN ACTE POLITIQUE

Notre engagement ne se limite pas à des événements ponctuels. Au Vlaams Belang, nous considérons que la défense des traditions est une mission politique essentielle. Nous voulons transmettre à nos enfants un héritage culturel fort, celui de nos ancêtres, et faire en sorte que les générations futures puissent profiter des mêmes fêtes et coutumes qui nous ont façonnés. C'est pourquoi nous défendons fermement l'idée que nos traditions, en particulier les fêtes religieuses et communautaires, ne doivent pas être altérées pour répondre à des modes ou à des pressions idéologiques.

C'est également comme cela que le député bruxellois Bob De Brabandere a conclu son discours: Nous sommes fiers de nos racines chrétiennes et européennes, et nous continuerons à les célébrer avec ferveur. Parce que nos traditions n'ont pas de prix, elles méritent d'être protégées, préservées et transmises, dans le respect de notre histoire et de notre culture.

DES ACTIONS CONCRÈTES SUR LE TERRAIN

Dans cette optique de préservation et de célébration de nos traditions, le Vlaams Belang a organisé plusieurs événements symboliques. Saint-Nicolas et le Père Fouettard ont distribué des pièces en chocolat aux enfants sur le marché de Jette, apportant joie et magie à tous ceux présents. Ce moment a incarné



SCANDALE AU CPAS D'ANDERLECHT

Le Vlaams Belang prône l'unification des CPAS bruxellois et des sociétés de logement social. L'émission d'enquête Pano, diffusée par la VRT, la télévision de service public flamande, a révélé une gabegie, voire une fraude gigantesque au CPAS d'Anderlecht.

Bob De Brabandere, le chef de groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois, confirme que l'on sait depuis longtemps dans les coulisses de la politique dans la capitale que la fraude est monnaie courante et pas seulement à Anderlecht. Il est temps que les écuries d'Augias bruxelloise soient nettoyées à la Javel et à l'ammoniac ! Cela fait bien longtemps maintenant que le Vlaams Belang propose la seule réponse rationnelle possible à ces situations qui se répètent, à savoir la fusion des 19 CPAS en un seul organe et de même en ce qui concerne les logements sociaux.

Les faits mis en lumière par l'émission Pano de la VRT ne sont pas anecdotiques. Des journalistes se sont infiltrés avec une histoire complètement fabriquée afin de se faire verser des milliers d'euros d'aide sociale sans être le moins du monde contrôlés, et c'est très exactement ce qui est arrivé !

COMMENT CELA EST-IL POSSIBLE ?

Les assistants sociaux qui ont raconté leur histoire à Pano affirment que certaines demandes sont approuvées alors qu'on sait pertinemment qu'en réalité les personnes demanderesse n'ont absolument pas droit à ces aides. Comment cela est-il possible ? Parce que les demandes d'aide doivent être approuvées par la « commission » du CPAS prévue à cet effet et que celle-ci est composée de représentants des partis politiques qui disposent d'élus au sein du conseil communal. En d'autres termes, ces aides ont bel et bien une couleur politique.

Pour Bob De Brabandere, les partis bruxellois au pouvoir ont mis en place ces dernières années un système de clientélisme sans

précédent. Le reportage concernait le CPAS d'Anderlecht, mais le problème va bien plus loin que cela. En fait, toute la Région a besoin d'un audit externe à tous les niveaux. Ce qu'il en ressortirait risque d'être explosif !

Le Vlaams Belang est convaincu que le même système existe en ce qui concerne le logement social. Le nombre de personnes qui vivent dans des logements sociaux et qui n'y ont pas réellement droit est probablement énorme.

Pour y remédier, il faut procéder comme cela se fait de plus en plus en Flandre, c'est-à-dire qu'il faut des contrôles massifs contre la fraude parmi les résidents, mais les vieux partis du pouvoir à Bruxelles s'y opposent bec et ongles parce que les CPAS et les logements sociaux sont les deux piliers de leur clientélisme (teinté de communautarisme). C'est aussi dramatiquement simple que cela.

FUSIONNER ET RATIONALISER OU TOUT VA S'ÉCROULER

Le Vlaams Belang propose de façon extrêmement concrète de fusionner les 19 CPAS bruxellois en un seul CPAS, dirigé par la Commission communautaire commune, un organe qui s'occupe notamment des soins de santé et qui est bicommunautaire, c'est-à-dire dont la gestion est assurée à la fois par les francophones et par les néerlandophones de la Région bruxelloise. Idem pour les nombreuses sociétés de logements sociaux qui travaillent côte à côte à Bruxelles. Celles-ci devraient également être fusionnées en une seule société de logement. De cette manière, les bénéficiaires pourront bénéficier de meilleurs services et d'un meilleur contrôle. En outre, de cette façon, nous aurons partiellement mis fin aux baronnies locales et à l'arbitraire politique qui en découle.



EN RÉSUMÉ

L'ancien président du CPAS d'Anderlecht, **Mustapha Akouz (PS)**, est au cœur d'un scandale après la diffusion d'un reportage de la VRT (Pano) en novembre 2024.

Dans ce reportage, plusieurs accusations graves ont été portées contre lui :

- **Abus de pouvoir** : Akouz est accusé d'avoir utilisé sa position pour favoriser des proches et leur accorder des avantages indus, notamment des logements sociaux et des emplois au sein du CPAS.
- **Manipulation des attributions de logements sociaux** : Il aurait organisé un système où les logements sociaux étaient attribués à des personnes en échange de faveurs politiques ou de relations personnelles, en dehors des critères officiels.
- **Détournement de fonds publics** : Des accusations de gestion opaque et de détournement de fonds publics ont été soulevées, notamment concernant des dépenses non justifiées et des surfacturations.
- **Corruption et pratiques douteuses** : Le reportage met en lumière des pratiques de corruption au sein du CPAS, où des personnes proches d'Akouz auraient bénéficié de financements ou d'opportunités de manière frauduleuse.

Mustapha Akouz (PS), depuis lors élu député au Parlement bruxellois ▶



INTERVIEW AVEC PATRICK SESSLER : 50 ANS DE COMBAT

La principale plume de « Bruxelles Demain » et avant cela « Vérités Bruxelloises », Patrick Sessler, prend sa retraite après 50 ans de militantisme dont 26 comme professionnel de la politique, dont 17 au Vlaams Belang. Il a été député bruxellois et conseiller communal à Schaerbeek durant 11 ans. Une occasion unique de sonder le cœur de cette figure du combat nationaliste en lui posant quelques questions.

Bruxelles Demain (BD) : Comment s'éveille-t-on au monde des idées quand on est adolescent fin des années 70, début des années 80 ?

Patrick Sessler (PS) : A cet âge là on a peu vécu et peu lu, il s'agit donc plus d'une intuition. L'intuition, par exemple, que le respect de l'ordre et de la loi doit être l'un des piliers essentiels d'une société organisée qui veut évoluer. L'intuition que la seule égalité qui vaille est celle devant la loi, mais que pour le reste la nature est profondément inégalitaire. L'intuition qu'une société ne peut se développer que si chacun « fait de son mieux » là où il est, quelle que soit sa fonction dans la société, du chef d'entreprise au balayeur de rue. Chacun doit tendre à l'excellence. J'avais des opinions sur à peu près tout.

J'ai ressenti tout cela très tôt. A cette époque, la guerre froide battait encore son plein, il y avait donc la question du danger communiste. En ce temps-là, il y avait les journaux, mais nous n'avions pas un grand choix à la télévision pour s'informer. Aujourd'hui, grâce à Internet et aux chaînes d'infos en continu, il faut vraiment être bouché à l'émeri pour ne pas savoir ce qui se passe sur notre planète, il faut bien apprendre à lire entre les lignes pour débusquer la vérité, évidemment.

Très rapidement je me sentais interpellé par les questions soulevées dans ces quelques médias

disponibles, la ritournelle du « 107 quater » (les anciens s'en souviendront), le scandale Etrimo, les réformes de l'Etat, le débat sur l'avortement avec l'arrestation du docteur Willy Peers, etc. Tout cela me passionnait et au-delà de ces points culminants de la vie politique de notre pays, il y avait la volonté chez moi de trouver des solutions concrètes et facilement réalisables pour améliorer la vie de mes concitoyens au quotidien. Cette préoccupation m'est restée jusqu'à aujourd'hui.

BD : Vous avez politiquement voyagé à différentes reprises entre nos deux grandes communautés linguistiques, comme professionnel de la politique. Alors, mercenariat ou convictions ?

PS : On ne peut pas militer et travailler autant d'années dans une sphère politique dénoncée, ostracisée et haïe par l'ensemble de l'establishment autrement que par conviction, c'est l'évidence même. Mon parcours s'explique en réalité très simplement. Un chef de cuisine quitte parfois un grand restaurant pour pratiquer son art dans un autre grand restaurant, il pratiquera toujours sa même belle cuisine.

« J'ai toujours défendu mes convictions essentielles. Les aléas de la vie font que certains départs s'imposent et que certains retours s'imposent tout autant. Le principe étant de ne jamais trahir ses propres convictions. »

Pour la petite histoire, je n'ai jamais dû solliciter un job en politique, on m'a toujours fait l'honneur de me le proposer. Je pense depuis mon adolescence que l'homme européen traditionnel est en danger, et il l'est plus que jamais aujourd'hui. L'essence de mon combat se trouve là, dans la défense de tous nos patrimoines, y compris humain.

BD : Comment voyez-vous l'avenir de Bruxelles? Y-a-il encore de l'espoir ?

PS : C'est LA question que tous les Bruxellois doivent se poser. Ce qui caractérise notre famille de pensée c'est son ancrage dans le réel. Une personne « de gauche » verra l'illégal qui a commis un vol avec violence contre une dame âgée, comme une victime qu'il convient d'abord de comprendre et ensuite d'aider avant de la faire comparaître en justice où il sera aidé par un avocat fournit par l'une ou l'autre officine subsidiée ou par un avocat *pro deo* qui plaidera des circonstances atténuantes vu son parcours de « réfugié » présumé.

Une personne « de droite », commencera par s'inquiéter de la santé de la victime et elle verra l'auteur des faits comme un criminel qui s'est introduit illégalement dans notre pays avec de mauvaises intentions et qu'il faut donc le condamner sans la moindre circonstance atténuante et ensuite le rapatrier *manu militari* à destination de son pays d'origine afin qu'il ne récidive pas ici et afin donc d'éviter qu'il ne fasse de nouvelles victimes. Malheureusement, mille fois hélas, le scénario le plus fréquent est le premier.

« AUCUN parti politique bruxellois, hormis le Vlaams Belang, ne remet en cause l'immigration, l'accueil sans conditions, le séjour illégal (cela paraît absurde, mais la réalité est que le séjour illégal n'est plus poursuivi en droit aujourd'hui dans notre pays). »

La politique à Bruxelles ressemble à celles de toutes les grandes villes européennes, avec de grandes concentrations d'allochtones, un patchwork de nationalités invraisemblable, un gauchissement démentiel du paysage politique, une communautarisation à outrance avec l'émergence de parti dont l'inspiration islamiste est à peine voilée (sans jeu de mot) comme la Team Ahidar, une islamisation réelle comme le démontre le débat sur l'abattage avec ou sans étourdissement, avec une gestion incivique des deniers publics comme le scandale du CPAS d'Anderlecht vient de le démontrer et des Bruxellois de souche qui quittent Bruxelles en masse et qui sont largement « remplacés » par le taux de fécondité extrêmement déséquilibré entre les femmes autochtones et allochtones (principalement arabo-musulmane).

Alors, y-a-il encore de l'espoir? Vu les éléments objectifs, chiffrés, qui sont sur la table, on a l'impression que tout est perdu pour le bon sens à Bruxelles. Pourtant. Pourtant, il arrivera un moment où la Région bruxelloise devra rendre des comptes,

sur ses finances vertigineusement déficitaires, sur son scandaleux clientélisme à destination de certaines communautés allochtones et sur sa corruption endémique.



Bruxelles ne survit que grâce à l'apport financier de la Flandre. Si demain, dans cinq ans, le Vlaams Belang sera en mesure de définir la politique en Flandre, nous pouvons raisonnablement penser que celui-ci mettra un certain nombre de conditions aux transferts financiers vers Bruxelles, ce tonneau des Danaïdes des finances publiques. La Flandre mettra comme condition à ces transferts la mise en œuvre de toute une série de mesures structurelles, notamment sur la rationalisation des structures communales, zones de police, administrations diverses et sur l'arrêt des saupoudrages partisans des subsides, etc.

Alors, oui ! Il y a encore de l'espoir ! Mais il faut pour cela que les Bruxellois, francophones et néerlandophones, comprennent massivement que leur salut se trouve dans un choix résolu et réfléchi en faveur du Vlaams Belang, en Flandre et à Bruxelles.

BD : Voilà arrivée la retraite professionnelle, mais saurez-vous rester tranquille politiquement après un tel parcours? Y-a-t-il un projet qui couve ?

PS : J'ai un projet oui, avec quelques « vieux de la vieille » nous pensons à un blog constitué de nos éditoriaux. Donc pas de rubrique des chiens écrasés, mais des réflexions en profondeur sur ce qui agite notre société et le monde. Avec, quand c'est nécessaire un regard critique sur notre propre famille de pensée, de façon parfaitement amicale bien entendu, mais l'autocritique est absolument nécessaire si l'on veut progresser et ne pas réitérer sans fin les mêmes fautes. Il y aura aussi le décryptage des volontés politiques profondes à moyen et long terme de nos adversaires idéologiques, et il y en a

un paquet, des cinglés wokistes aux libéraux ultra-mondialistes en passant par les donneurs de leçon de morale qui se sont insinués dans l'ensemble du corps social.

Pour le reste, mes chers amis, je poursuis avec avidité mon étude du grand Léon Daudet, dont je recommande la lecture à tout amateur de belle littérature, surtout mise au service d'un art pamphlétaire inégalé. C'est lui qui, parlant de Georges Clemenceau, le décrit comme « une tête de mort sculptée dans un calcul biliaire », on ne peut qu'aimer un bonhomme capable d'une telle

sortie. Pour le reste, je continue à collectionner des bronzes animaliers du 19ème siècle et à étudier ces artistes fabuleux. Des livres, de la musique, des spectacles, quelques gueuletons de qualité, ma minuscule famille et mes rares amis et ma gracile Nana, une belle chatte de 10 ans dont je suis littéralement amoureux.

Je n'aurai pas trop de mal à m'habituer au rythme de la retraite, j'en suis certain.

BD : Merci beaucoup, Patrick Sessler, nous te souhaitons une bonne et longue retraite.



LA TRAGÉDIE DU **MERCOSUR**

A la Chambre, le Vlaams Belang a voulu connaître la position du ministre de l'Agriculture David Clarinval (MR) sur l'accord de libre-échange du Mercosur. Il s'agit d'un traité qui aura pour conséquence une concurrence déloyale de la part de l'Amérique du Sud par rapport à nos agriculteurs. Malheureusement, la Commission européenne souhaite signer ce traité, et comme l'a montré la réponse du ministre, sans trop de protestations de la part du gouvernement fédéral belge.

C'est donc un coup de poignard de ce gouvernement « en affaires courantes » dans le dos des éleveurs et agriculteurs Belges. Peut-on s'imaginer ce que cela doit être pour ces personnes de se rendre compte que leur pire ennemi est votre propre gouvernement ?

Une semaine après l'installation de la nouvelle Commission européenne, la présidente Ursula Von der Leyen s'est rendue à Montevideo, la capitale de l'Uruguay pour signer l'accord de libre-échange dit « Mercosur ».

Pour le Vlaams Belang, on ne le répétera jamais assez, il s'agit d'un traité qui imposera aux agriculteurs européens une concurrence déloyale de la part de leurs collègues sud-américains. En effet, ceux-ci ne sont absolument pas liés par des normes strictes en matière de production alimentaire, comme nous les connaissons en Europe. Cet accord suscite depuis vingt ans de nombreuses protestations parmi nos agriculteurs et le Vlaams Belang les a toujours soutenus. Il s'agit ici de plusieurs sujets cruciaux, l'avenir de notre secteur agro-alimentaire, de la santé publique et de la plus

élémentaire notion de justice. Madame Von der Leyen et le gouvernement Belge s'assoient dessus. Le secteur saura s'en souvenir.

IL FAUT ÉCOUTER CE QUE DISENT LES AGRICULTEURS

En 2019, Denis Ducarme, alors ministre de l'Agriculture et son collègue Clarinval, estimaient que le Mercosur n'apportait pas de garanties suffisantes en matière de santé des consommateurs, de respect de l'engagement climatique international, mais aussi de protection de l'agriculture familiale. Nous constatons que cinq ans plus tard, tout cela est passé à la trappe. Le ministre Clarinval a déclaré qu'il s'abstiendrait dans cette discussion et il ajoute même qu'il ne soutient pas le texte dans sa forme actuelle. Bien. Mais d'un autre côté, il refuse de tendre la main à des pays comme la France et la Pologne, qui osent bloquer cet accord et qui recherchent une minorité de blocage au sein de l'UE. Cela porte un nom une telle attitude. C'est de l'hypocrisie pure et simple. Une hypocrisie écœurante, pour tout dire.

Nous devons écouter les agriculteurs qui sont venus à Bruxelles avec des milliers de tracteurs de toute l'Europe au début de cette année pour envoyer un signal clair aux politiques. Notre secteur agricole doit être protégé, et cela ne se concrétise pas par une vague abstention. Il en va de notre sécurité alimentaire, de notre santé publique, de notre environnement et du bien-être des animaux.



PAS DE PRISON POUR UNE CONDAMNATION DE MOINS DE CINQ ANS?

Le Vlaams Belang est indigné du fait que les criminels condamnés à une peine de moins de cinq ans ne soient plus directement envoyés en prison. Au cours des cinq dernières années, le Vlaams Belang a évoqué presque chaque semaine à la Chambre des Représentants la question lancinante de la surpopulation carcérale. Malgré cela, aucune réforme structurelle ne s'est produite.

On ouvre une prison pour en fermer une autre, ce qui pérennise les problèmes au lieu de les résorber. Le ministre de la Justice, le libéral Paul Van Tigchelt, promet beaucoup et ne réalise pratiquement rien. Simple constat. Il poursuit sans sourciller la même politique désastreuse de son prédécesseur, l'inénarrable Vincent Van Quickenborne.

« Les choses vont de mal en pis dans les prisons belges. Il y a quelques semaines, il y avait 12.777 personnes en prison, alors qu'il n'y a que 11.020 places. »

Il s'agit d'un chiffre record, représentant une surpopulation de pas moins de 15,3 pour cent. Le fait que près de deux cents prisonniers dorment à même le sol illustre combien la situation est dramatique. La Belgique est d'ailleurs régulièrement sermonnée par la justice européenne en raison de cette situation.

Il y a peu, Mathilde Steenbergen, la nouvelle directrice générale de l'administration pénitentiaire, a annoncé des mesures d'urgence sans précédent. Les convocations des condamnés à se présenter seraient suspendues pendant deux semaines. Et quiconque a été condamné à une peine de moins de cinq ans ne doit plus aller directement en prison. Cette mesure surréaliste contraste fortement avec ce que l'ancien ministre de la Justice Van Quickenborne avait ordonné autrefois, c'est-à-dire diligenter l'exécution systématique de presque toutes les peines.

Cela ne peut que renforcer l'impression d'un abandon du système judiciaire et pénitentiaire. La société a

l'impression que les autorités ferment les yeux sur des enjeux de sécurité et de justice. En agissant ainsi, les responsables politiques risquent de réduire la confiance des citoyens dans l'efficacité du système pénal, ce qui pourrait avoir des conséquences dramatiques à long terme, en particulier dans les quartiers les plus vulnérables où les criminels restent impunis.

La situation devient d'autant plus préoccupante à mesure que les autorités pénitentiaires et politiques semblent être prises dans une spirale d'inefficacité. Les mesures d'urgence temporaires, telles que la suspension des convocations, ne font qu'ajouter à la confusion, et l'absence d'une vision claire à long terme expose le pays à un risque accru de criminalité. Il est donc plus urgent que jamais de repenser la politique pénale et d'apporter des solutions durables pour que la justice soit non seulement plus rapide, mais aussi plus équitable et protectrice pour l'ensemble de la population.

LA SÉCURITÉ DE LA SOCIÉTÉ EST EN DANGER

Toute personne reconnue coupable de meurtre, de violences graves, de terrorisme, de violence domestique ou de délits sexuels devrait quand même être condamnée à la prison, dit-on. Mais supposons qu'un voleur, un trafiquant de drogue ou un trafiquant d'armes soit récemment condamné à quatre ans d'emprisonnement, il n'ira donc pas en prison dans les semaines à venir. C'est sans précédent. La sécurité de notre société est en danger.

Il est grand temps que le ministre prenne à cœur les recommandations du Vlaams Belang. Les étrangers criminels, en situation irrégulière, qui représentent plus de 40 pour cent de la population carcérale, doivent être renvoyés dans leur pays d'origine. D'un seul coup, ce seront quatre mille places qui seront disponibles pour faire en sorte que dans ce pays, les criminels seront bel et bien punis comme il se doit.

L'EXTRÊME GAUCHE VANDALISE LE SIÈGE DU VLAAMS BELANG

Des manifestants de gauche ont tentés de pénétrer et de détruire le siège du Vlaams Belang le mercredi 13 novembre. La violence et l'intimidation politiques sont inacceptables déclare Tom Van Grieken, le président du Vlaams Belang.

Nous constatons que les médias et les autres partis politiques détournent pudiquement le regard lorsque le Vlaams Belang est victime d'un tel déferlement de haine. Pas un mot, pas une ligne, pour désapprouver et condamner cette terreur qui vise à éradiquer un parti politique pour lequel plus d'un million de personnes ont voté ce 9 juin dernier. Toujours est-il que la police et le parquet doivent maintenant faire leur travail pour identifier et arrêter les coupables et il appartiendra ensuite à la Justice de condamner ces individus violents.



Cette fois ci, ce qui a excité les agresseurs et qui a déclenché cette brutalité à l'encontre du Vlaams Belang était la présentation ce jour-là de son livre intitulé « Ce que je cherche » par Jordan Bardella, le président du Rassemblement National français. Cette présentation, qui n'était pas organisée par le Vlaams Belang, a eu lieu en présence de l'homme politique français dans les locaux de la très sympathique «Maison hongroise», située dans la rue de la Loi, juste en face de la résidence officielle du Premier ministre démissionnaire Alexander De Croo (Open Vld), mais aussi à quelques pas des bureaux du Vlaams Belang situé place Madou. Cette proximité a inspiré les manifestants de gauche et se sont lancés dans une attaque en règle contre notre bâtiment. Dans le tumulte, un employé d'une entreprise située dans le même bâtiment a été physiquement agressé.

QUI SONT RÉELLEMENT LES ANTIDÉMOCRATES ?

Le président Van Grieken souligne que la violence vient invariablement de la gauche. La menace de

violence vient toujours du même côté. Le Vlaams Belang dénonce le fait que la violence ou la menace de violence est considérée comme normale dans ce pays et qu'on ferme même les yeux lorsqu'elle est dirigée contre des politiciens de droite. Il n'est pas surprenant que le bourgmestre de Saint-Josse-ten-Noode, territoire sur lequel est implanté le secrétariat du Vlaams Belang, Emir Kir, ait permis par son laxisme aux auteurs de commettre ces actes violents.

Ce négationniste du génocide arménien entretient des liens étroits avec le parti AKP du sultan turc Erdogan, et il a même été exclu du PS pour cela. Avec les années, celui-ci a acquis une solide réputation d'homme intolérant qui se fiche du tiers comme du quart de la démocratie, surtout en interdisant systématiquement des réunions politiques pacifiques ou des marches de protestation organisées par le Vlaams Belang. Dans les médias, tout comme de la part des présidents des différents partis politiques, il n'y a jamais un mot de désapprobation face à cette violence persistante de la gauche. Pas hier, pas aujourd'hui et probablement pas demain.

Nous exigeons que la police et le ministère public fassent désormais leur travail et traquent efficacement les auteurs de ces violences et de ce vandalisme. Nous exigeons également des excuses de la part du bourgmestre Kir pour son «laisser faire» scandaleux à l'encontre du Vlaams Belang. Si on ne met pas fin rapidement et de manière extrêmement ferme à cette violence politique, il ne faudra pas attendre longtemps avant que nous n'ayons une victime à déplorer. Ceux qui, dans le débat public, qualifient leurs opposants politiques absurdement de « fascistes » ou de « nazis », par manque d'arguments politiques, portent une lourde responsabilité dans la situation actuelle. Avec ce genre de déclarations gratuites on incite certains à commettre des attentats comme celui-ci.



CRITIQUE SUR LA NOMINATION DE MADAME LAHBIB AU POSTE DE COMMISSAIRE EUROPÉEN

La députée européenne du Vlaams Belang Barbara Bonte a posé des questions critiques à Madame Lahbib, candidate au poste de commissaire européen.

Il s'agit d'une procédure officielle prévue qui consiste à tester les candidats aux différents postes de Commissaires européens sur leur niveau de compétence et sur leur vision par rapport à leurs futurs champs d'action. La nomination de la ministre fédérale des Affaires étrangères Hadja Lahbib (MR) est particulièrement problématique selon Barbara Bonte, qui s'étonne du fait qu'une personne présentant un CV aussi faible puisse occuper l'un des plus hauts postes européens.

Avec le soutien de la N-VA, entre autres, Lahbib a reçu le feu vert du Parlement européen pour devenir commissaire européen à la Préparation, à la Gestion des crises et à l'Égalité. Cette nomination est un nouveau pas vers une politique ancrée toujours plus à gauche, toujours plus inspirée par les délires wokistes et par le politiquement ultra-correct.

Barbara Bonte souligne le manque d'expérience de Lahbib et son manque de compétences linguistiques en néerlandais. Il est inouï que quelqu'un avec seulement 795 jours d'expérience politique puisse

être ainsi catapulté dans une fonction de commissaire européen. De plus, elle est à peine capable de communiquer dans la langue de la principale communauté de son pays, constate Barbara Bonte.

Et par-dessus tout, quiconque accorde des visas à un régime qui opprime et maltraite les femmes parce qu'elles violent la charia est totalement inapte à occuper le poste de commissaire à l'égalité. Cela ne semble ébranler personne, pas même celles et ceux qui habituellement réagissent au quart de tour dès qu'apparaît la moindre contravention réelle ou supposée aux droits des femmes. Ici, silence radio.

L'eurodéputée du Vlaams Belang a interrogé Madame Lahbib sur ces visas qu'elle avait sottement accordée à des officiels iraniens. Malheureusement, il n'y a pas eu de réponse claire, et encore moins de mea culpa pour cette terrible erreur. La Belgique reste donc fidèle à sa réputation de «république bananière», ou plutôt de «royaume bananier». Un pays où le copinage, les petits calculs partisans et l'entre-soi prédominent sur les compétences et la qualité. Chacun doit, dans ce cas-ci, comme dans les autres, se demander s'il n'est pas temps d'effectuer un gigantesque reset politique dans ce pays.

UNITED STATES PRESIDENTIAL
ELECTION
2024

LA VICTOIRE DE DONALD TRUMP EST UN SIGNAL CLAIR

Le Vlaams Belang considère la victoire électorale de Donald Trump aux Etats-Unis comme extrêmement révélatrice du fait que lorsque les élites politiques n'écourent pas la population, celle-ci riposte. Le pouvoir d'achat et la migration ont dominé ces élections et il est évident désormais, aux Etats-Unis comme chez nous, que ceux qui ignorent les intérêts du citoyen moyen en paieront le prix politique.

Donald Trump redevient Président des Etats-Unis, et pas n'importe comment. En effet, sa victoire est totale, notamment par l'écart entre lui et sa rivale mais aussi par le fait que les Républicains disposent de la majorité au Sénat et qu'ils remportent également la majorité des sièges au Congrès.

LA TENDANCE EN OCCIDENT

Partout en Occident, nous observons la même tendance : les citoyens s'inquiètent de la situation économique, de la sécurité et de l'immigration massive incontrôlée avec ses conséquences que nous connaissons très bien également chez nous en Europe.

Aux Etats-Unis aussi, les élites de l'establishment balayent sous le tapis ces inquiétudes, pourtant parfaitement justifiées, en espérant ne pas être vus. Seulement nos gens sont bien moins idiots que ces « élites » prétentieuses et méprisantes ne le pensent, et c'est de cette façon que les électeurs leur présentent une facture politique très salée. Avouons-le, le spectacle de ces donneurs de leçon de morale en pleurs après l'écrasante victoire de Donald Trump était particulièrement réjouissant.

Il s'agit sans aucun doute d'une défaite de l'élite politique. Leurs accusations tous azimuts, largement relayées, contre Trump, tout comme les différents procès politiques lancés contre lui, n'ont pas découragé les Américains et n'ont pas aidé les Démocrates à faire la différence, que du contraire.

L'aide du show-business, des chanteurs et d'autres célébrités n'a clairement pas non plus profité à la candidate à la présidentielle Harris.

Dans ce contexte, il est évident que les électeurs, à travers cette victoire, ont rejeté l'hypocrisie qui ont ignoré les préoccupations légitimes des citoyens. Ces derniers, en votant pour Trump, ont démontré que la démocratie doit avant tout être un reflet des aspirations populaires et non une plateforme pour imposer des idéologies déconnectées de la réalité. La réélection de Trump est une victoire de la voix du peuple, une remise en question directe du pouvoir des élites qui se croient au-dessus des lois et des attentes de la société.

PHÉNOMÈNE ISOLÉ ?

La victoire de Donald Trump, loin d'être un événement isolé, fait partie d'un phénomène global où les peuples en Occident cherchent à reprendre le contrôle sur les décisions politiques qui influent sur leur quotidien. En Europe, cette dynamique se fait déjà sentir, et il est à espérer que les partis nationaux et patriotes sauront tirer les enseignements de cette victoire pour proposer des solutions concrètes et adaptées aux préoccupations de nos peuples. Le temps est venu de remettre l'intérêt du citoyen au centre de nos politiques.

La voix du peuple résonne plus fort que le discours imposé par l'élite, il est grand temps que nos adversaires finissent par comprendre cela. Nos gens vivent dans le réel et non pas dans un monde artificiel où la vérité est systématiquement occultée. Aujourd'hui, les Américains ont remporté une nette victoire. Nous tenons à féliciter le président Trump pour ce triomphe éclatant et nous lui souhaitons un plein succès au cours de son deuxième mandat.

RÉCEPTION de Nouvel An

26/01/2025
À partir de 11h

Raad Vlaamse Gemeenschapscommissie
Rue du Lombard 67, 1000 BRUXELLES

Inscription obligatoire
www.vlaamsbelangbrussel.be/evenement

AVEC :



Bob De Brabandere



Dominiék Lootens-Stael